

## **Communiqué de presse du SNCS-FSU du 23 février 2021**

Dans un communiqué de presse du 17 février 2021 (1), le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FSU) et le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESUP-FSU) dénonçaient les propos tenus entre les 14 et 16 février 2021 par la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Frédérique Vidal, sur « l'islamo-gauchisme » dans les universités. Malgré la dénonciation de ces polémiques, stériles scientifiquement et dangereuses politiquement, par de nombreux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, la ministre Frédérique Vidal s'obstine. Elle confirme le 21 février 2021 dans la presse ses propos et sa demande d'« enquête » ou « étude » sur des recherches menées en sciences humaines et sociales.

En s'arrogeant un droit de regard politique sur des recherches qui sont menées dans les universités et les laboratoires de recherche en France, la ministre Frédérique Vidal porte une atteinte majeure aux libertés académiques et s'attaque ainsi au principe fondamental de l'indépendance de la recherche scientifique. Le SNCS-FSU demande avec fermeté que le projet d'« étude » commandé par la ministre soit abandonné.

En commandant la participation du CNRS à cette « étude », la ministre Frédérique Vidal oppose des travaux de recherche effectués d'un côté dans les universités et de l'autre au CNRS, divisant la recherche publique en France qui repose sur la coopération des universités et des organismes de recherche nationaux. Le SNCS-FSU demande expressément que le CNRS ne participe pas à l'« étude » commandée par la ministre. Il rappelle qu'un état des lieux exhaustif des recherches menées dans les laboratoires du CNRS et des universités est produit tous les cinq ans par le Comité national de la recherche scientifique dans ses rapports de conjoncture et de prospective.

Considérant que la ministre Frédérique Vidal maintient ses positions et que celles-ci portent atteinte aux libertés académiques et à la cohésion de la recherche publique, le SNCS-FSU estime que la ministre Frédérique Vidal n'est plus à sa place et demande sa démission. Le SNCS-FSU considère que quiconque tiendrait des propos similaires ne serait pas à sa place

au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(1) Communiqué de presse du SNCS-FSU et du SNESUP-FSU du 17 février 2021 : Frédérique Vidal fait injonction à la recherche publique de procéder à une enquête sur l'« islamo-gauchisme » à l'Université : le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU dénoncent cette nouvelle atteinte aux libertés académiques

[https://sncs.fr/2021/02/17/cp\\_sncs\\_snesup\\_libertes\\_academiques/](https://sncs.fr/2021/02/17/cp_sncs_snesup_libertes_academiques/)

**Retrouvez ce communiqué en ligne ici :**

<https://sncs.fr/2021/02/23/le-snecs-fsu-demande-la-demission-de-la-ministre-frederique-vidal/>